

**DEVANT LA CHAMBRE DE LA COUR SUPRÊME DES
CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX CAMBODGIENS**

DONNÉES RELATIVES AU DÉPÔT

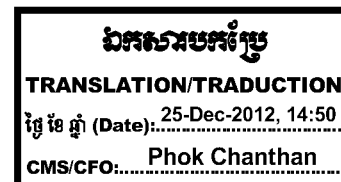
Dossier n° : 002/19-09-2007-ECCC/SC

Partie déposante: Les co-procureurs

Déposé auprès de : La Chambre de la Cour suprême

Langue : français, original en anglais

Date du document : 7 décembre 2012



DONNÉES RELATIVES AU CLASSEMENT

Classement proposé par la partie déposante : PUBLIC

Classement retenu par la Chambre de la Cour suprême : Public

Statut du classement :

Révision du classement provisoire retenu :

Nom du fonctionnaire chargé du dossier :

Signature :

**RÉPLIQUE DES CO-PROCUREURS À LA RÉPONSE DE LA DÉFENSE DE KHIEU SAMPHAN
À LEUR APPEL IMMÉDIAT CONTRE LA DÉCISION RELATIVE À LA PORTÉE DU PREMIER
PROCÈS DANS LE CADRE DU DOSSIER N° 002**

Déposé par

Les co-procureurs
 Mme CHEA Leang
 M. Andrew CAYLEY

Destinataires

La Chambre de la Cour suprême
 M. le Juge KONG Srim, Président
 Mme la Juge A. KLONOWIECKA-MILART
 M. le Juge SOM Sereyvuth
 M. le Juge C. N. JAYASINGHE
 M. le Juge MONG Monichariya
 M. le Juge YA Narin
 Mme la Juge Florence Ndepele MUMBA

Copie à :

**Les co-avocats principaux pour
les parties civiles**
 Me PICH Ang
 Me Élisabeth SIMONNEAU-FORT

Les Accusés
 NUON Chea
 IENG Sary
 KHIEU Samphan

Les avocats de la Défense
 Me SON Arun
 Me Michiel PESTMAN
 Me Victor KOPPE
 Me ANG Udom
 Me Michael G.
 KARNAVAS
 Me KONG Sam Onn
 Me Anta GUISSÉ
 Me Arthur VERCKEN
 Me Jacques VERGÈS

I. INTRODUCTION

1. Les co-procureurs déposent la présente réplique à la réponse de la Défense de KHIEU Samphan à leur appel immédiat interjeté contre la décision de la Chambre de première instance relative à la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002 (respectivement la « Réponse » et l'« Appel »)¹. Les co-procureurs déposent la présente écriture afin de ne pas renoncer à leur droit de répliquer à la Réponse, sans que cela préjuge de l'issue de leur demande déposée précédemment et tendant à la tenue d'une audience contradictoire consacrée à l'examen de l'Appel².
2. À titre préliminaire, les co-procureurs constatent que les arguments présentés par la Défense de KHIEU Samphan se recoupent dans une large mesure avec ceux précédemment formulés par les équipes de Défense de IENG Sary et de NUON Chea en réponse à l'Appel. Aussi, dans un souci d'économie judiciaire, les co-procureurs intègrent à la présente par renvoi, sans les répéter, les arguments avancés dans leurs répliques aux réponses de IENG Sary et de NUON Chea, qu'ils ont récemment déposées³. Les co-procureurs n'abordent donc, dans la présente réplique, que les nouvelles questions soulevées par la Réponse.

II. ARGUMENTS EN RÉPLIQUE DES CO-PROCUREURS

A. L'argument avancé par la Défense sur le fondement de la règle 108 4 bis b) du Règlement intérieur est fallacieux

3. Dans sa Réponse, la Défense de KHIEU Samphan se fonde sur le délai maximal de quatre mois dans lequel la Chambre de la Cour suprême est tenue, en application de la règle 108 4) bis b), de statuer sur l'Appel pour faire valoir qu'en cas où il y serait fait droit, il pourrait être porté atteinte à son droit de disposer du temps nécessaire pour préparer sa cause en fonction des nouveaux sites de crimes qui seraient alors ajoutés, à un stade si tardif, au cadre actuel

¹ **Doc. n° E163/5/1/9**, Réponse à l'appel immédiat des co-procureurs concernant la portée du dossier 002/01, 30 novembre 2012 (la « Réponse »).

² **Doc. n° E163/5/1/6**, Demande des co-procureurs tendant à la tenue d'une audience publique contradictoire consacrée à l'appel immédiat interjeté contre la décision relative à la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002 ou, à titre subsidiaire, Demande des co-procureurs tendant au dépôt d'une réplique unique aux trois réponses de la Défense, 21 novembre 2012.

³ Voir **Doc. n° E163/5/1/8**, Réplique des co-procureurs à la réponse de IENG Sary à l'appel formé contre la décision relative à la demande d'extension de la portée du premier procès dans le dossier 002, 26 novembre 2012 ; **Doc. n° E163/5/1/10**, Réplique des co-procureurs à la réponse de NUON Chea à l'appel interjeté contre la décision relative à la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002, 3 décembre 2012.

du premier procès dans le dossier n° 002⁴. Les co-procureurs rappellent tout d'abord ce qu'ils ont déjà souligné, à savoir que jusqu'au 8 octobre 2012, ils n'avaient aucune possibilité d'appel sur la question de la portée du premier procès, puisque jusqu'à cette date, la Chambre de première instance n'avait rendu aucune décision finale arrêtant définitivement les catégories de faits et autres questions faisant l'objet de ce procès. Tout au long de la période qui a précédé cette date, les co-procureurs n'ont cessé de déployer tous les efforts raisonnables possibles pour encourager la Chambre de première instance à se prononcer au plus vite sur cette question⁵.

4. Les co-procureurs soutiennent en outre que rien ne permet d'affirmer, contrairement à ce que suppose la Défense, que la Chambre de la Cour suprême ira jusqu'au bout du délai maximal prévu par la règle 108 4 bis b), à savoir trois mois plus une prorogation d'un mois supplémentaire pour « circonstances exceptionnelles », pour statuer sur l'Appel. La Défense devrait partir du principe que cette Chambre agira avec toute la diligence raisonnable voulue et tranchera cette question dans les meilleurs délais possibles compte tenu des circonstances. La Défense ne peut donc pas légitimement invoquer les dispositions de la règle 108 4 bis b) comme motif de rejet de l'Appel.
5. Est également dépourvu de tout fondement l'argument de la Défense faisant valoir qu'elle n'a pas été informée suffisamment à l'avance de l'inclusion possible des allégations factuelles relatives au district 12 et à S-21 dans le cadre du premier procès dans le dossier n° 002, et qu'elle ne dispose dès lors pas du temps nécessaire pour préparer sa cause en fonction de ces ajouts. À la suite du dépôt de l'Ordonnance de clôture le 15 septembre 2010, toutes les parties ont su qu'elles devaient se préparer en vue d'un procès qui porterait sur l'intégralité des catégories de faits et autres questions objet du dossier n° 002⁶. C'est ainsi que, par exemple, elles ont présenté, en janvier et février 2011, des listes de témoins qu'elles souhaitent voir déposer au procès par rapport à l'ensemble des questions inscrites dans la portée du dossier n° 002⁷. De même, en avril 2011, elles ont présentés des listes de documents qu'elles souhaitent faire verser aux débats au regard de l'ensemble des catégories de faits

⁴ Réponse, par. 22 à 24, 53 et 54.

⁵ **Doc. n° E163**, Demande des co-procureurs visant à inclure d'autres sites de crimes dans le cadre du premier procès dans le dossier n° 002/1, 27 janvier 2012, par. 7 ; **Doc. n° E1/114.1**, Compte-rendu de la journée d'audience du 17 août 2012, réunion de mise en état, p. 107 et 108.

⁶ **Doc. n° D427**, Ordonnance de clôture, 15 septembre 2010.

⁷ **Doc. n° E9/4**, Listes des experts, témoins et parties civiles déposées par les co-procureurs en application de la règle 80 du Règlement intérieur, comprenant les annexes confidentielles 1, 2, 3, 3A, 4 et 5, 28 janvier 2011 ; **Doc. n° E9/4.1**, Annexe 1 : Ordre proposé pour la comparution des témoins au procès ; **Doc. n° E9/4/6**, Listes de témoins et experts proposés, 21 février 2011 ; **Doc. n° E9/4/6.2**, Annexe 1 : Liste des témoins proposés pour lesquels aucune mesure de protection n'est demandée – KHIEU Samphan.

visées dans le dossier n° 002⁸. À l'ouverture des débats en première instance lors de l'audience initiale du 27 juin 2011, ceux-ci couvraient toujours l'intégralité des poursuites dans le cadre du dossier n° 002⁹. L'Ordonnance de disjonction des poursuites a été rendue, sans notification préalable, le 22 septembre 2011, soit trois mois après l'ouverture du procès, et juste deux mois avant le début des audiences consacrées à l'examen de la preuve. À cette date du 22 septembre 2011, cela faisait plus d'un an que les parties se préparaient intensément en vue d'un procès qui devait couvrir le dossier n° 002 dans son intégralité. Dans son ordonnance annonçant le début des audiences au fond, la Chambre de première instance avait d'ailleurs précisé que la déclaration liminaire des co-procureurs prévue les 21 et 22 novembre 2011 porterait « sur l'ensemble des chefs d'accusation retenus contre les Accusés et sur l'ensemble des faits qui leur sont reprochés dans l'Ordonnance de renvoi »¹⁰.

6. La Défense de KHIEU Samphan a été très clairement informée du fait que la décision de septembre 2011 de disjoindre les poursuites en plusieurs parties donnant chacune lieu à un procès de portée plus limitée n'empêchait aucunement que les Accusés continuent de devoir répondre « de l'ensemble des accusations portées à leur encontre dans l'Ordonnance de renvoi du dossier 002 »¹¹, et du fait que la Chambre de première instance conservait la faculté d'inclure « à tout moment » l'examen d'autres sites de crimes dans le cadre du premier procès¹². En outre, comme ils l'exposent en détail aux paragraphes 77 à 80 et à l'Annexe I de leur Appel et au paragraphe 23 de leur réplique à la réponse de NUON Chea, les co-procureurs font valoir que les débats dans le cadre du premier procès dans le dossier n° 002 ont déjà été consacrés à l'examen de nombreuses preuves documentaires et de témoignages oraux en rapport avec S-21, et notamment celui du directeur de ce centre, Duch, pendant 12 jours¹³. La Chambre de première

⁸ **Doc. n° E9/31**, Liste établie par les co-procureurs des documents à présenter au procès selon la règle 80 3), 19 avril 2011 ; **Doc. n° E9/29**, Liste de documents, 19 avril 2011 ; **Doc. n° E9/29.2**, Annexe 7 : Liste des documents et des pièces à conviction – [KHIEU Samphan].

⁹ **Doc. n° E1/4.1**, Transcription des débats du procès (« T. »), audience initiale, 27 juin 2011 ; voir la règle 80 *bis* 1) du Règlement intérieur.

¹⁰ **Doc. n° E131**, Ordonnance portant calendrier de l'audience au fond dans le cadre du dossier n° 002, 18 octobre 2011. Voir également **Doc. n° E1/13.1**, T., journée d'audience du 21 novembre 2011, p. 32 à 34, 66 à 85 ; **Doc. n° E1/14.1**, T., journée d'audience du 22 novembre 2011, p. 38 à 68 [où, dans le cadre de leur déclaration liminaire, les co-procureurs abordent les exécutions commises à Kampong Tralach Leu (District 12) ainsi que les allégations factuelles relatives à S-21 et à d'autres centres de sécurité].

¹¹ **Doc. n° E131**, Ordonnance portant calendrier de l'audience au fond dans le cadre du dossier n° 002, 18 octobre 2011.

¹² **Doc. n° E124** Ordonnance de disjonction en application de la règle 89 *ter* du Règlement intérieur, 22 septembre 2011, par. 6.

¹³ **Doc. n° E163/5/1/1**, Appel immédiat interjeté par les co-procureurs contre la décision relative à la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002 (y compris annexe I et annexe II confidentielle), 7 novembre 2012 (l'« Appel »), par. 77 à 80 ; **Doc. n° E163/5/1/1.2**, Annexe I : Échantillon représentatif de preuves testimoniales et documentaires produites au premier procès dans le cadre du dossier n° 002 ; **Doc. n° E163/5/1/10**, Réplique des co-procureurs à la réponse de Nuon Chea à l'appel interjeté contre la décision relative à la portée du premier procès dans le cadre du dossier n° 002, 3 décembre 2012, par. 23.

instance a récemment admis en tant qu'éléments de preuve environ 600 listes et aveux de prisonniers de S-21, après avoir donné à la Défense la possibilité de formuler par écrit des objections à ces documents et avoir ensuite tenu des audiences durant lesquelles les parties ont pu débattre contradictoirement de leur recevabilité et de leur pertinence¹⁴.

7. Par conséquent, la Défense ne peut s'appuyer sur le moindre fondement pour alléguer que l'ajout des catégories de faits relatives au district 12 et à S-21, à ce stade de la procédure, contreviendrait aux droits de l'Accusé à un procès équitable, ou entraînerait un retard tel que cela porterait atteinte à son droit à être jugé dans les meilleurs délais possibles.

B. La Chambre de la Cour suprême a le pouvoir de décider si, en l'espèce, la Chambre de première instance a abusé de son pouvoir discrétionnaire ou si sa décision repose sur une interprétation erronée du droit applicable ou sur une erreur concernant les faits sur lesquels elle s'est fondée

8. Dans sa Réponse, la Défense de KHIEU Samphan soutient qu'on ne saurait demander à la Chambre de la Cour suprême de substituer son propre pouvoir discrétionnaire à celui de la Chambre de première instance pour juger de l'opportunité d'une disjonction des poursuites dans le cadre du dossier n° 002. S'appuyant sur une décision de la Chambre d'appel du TPIY statuant sur un appel interlocutoire interjeté dans l'affaire *Halilović*, la Défense fait valoir que lorsque la Chambre de la Cour suprême examine l'exercice par la Chambre de première instance de son pouvoir discrétionnaire, la question qui se pose « n'est pas de savoir si elle approuve sa décision, mais si la Chambre de première instance a outrepassé son pouvoir discrétionnaire en rendant cette décision ». Citant cette même décision, la Défense ajoute que pour qu'une Chambre d'appel intervienne dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire de la Chambre de première instance, « l'Appelant doit démontrer que cette dernière s'est méprise sur le principe à appliquer ou sur la règle de droit à prendre en compte dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire ou qu'elle a attaché de l'importance à des éléments étrangers à l'affaire ou non pertinents, qu'elle n'a pas ou pas suffisamment pris en compte les éléments dignes de l'être, ou qu'elle a commis une erreur concernant les faits sur la base desquels elle a exercé son pouvoir discrétionnaire, ou encore que la décision était à ce point déraisonnable ou tout

¹⁴ **Doc. n° E185/1**, *Decision on Objections to Documents Proposed to Be Put Before the Chamber in Co-Prosecutors' Annexes A6-A11 and A14-A20 and by the Other Parties*, 3 décembre 2012 ; **Doc. n° E185/1.3**, *Annex C – Documents Proposed by the Co-Prosecutors*.

simplement injuste que la Chambre d'appel peut en déduire que la Chambre de première instance n'a pas exercé son pouvoir discrétionnaire à bon escient. »¹⁵

9. Force est de constater que la Défense omet de préciser que, dans cette même décision du TPIY qu'elle cite dans sa Réponse, la Chambre d'appel, après avoir considéré que la Chambre de première instance avait commis une erreur en omettant de prendre en compte plusieurs éléments de droit et de fait, a déclaré ce qui suit :

« Lorsqu'elle est convaincue que la Chambre de première instance a commis une erreur, la Chambre d'appel peut, si elle le juge nécessaire, substituer son pouvoir d'appréciation à celui de la Chambre de première instance. [...] »

Au vu des circonstances et compte tenu des éléments pertinents susmentionnés qui n'ont pas été dûment pris en compte par la Chambre de première instance, la Chambre d'appel décide d'exercer le pouvoir d'appréciation que lui reconnaît l'article 89 D) du Règlement et d'exclure l'enregistrement de l'interrogatoire pour garantir à l'Appelant un procès équitable. En conséquence, la Chambre d'appel ordonne à la Chambre de première instance de supprimer l'enregistrement de l'interrogatoire du dossier de première instance. »¹⁶

10. Comme les co-procureurs l'ont exposé en détail dans leur Appel¹⁷, il ressort de la jurisprudence de la Chambre d'appel du TPIY que ces principes s'appliquent de même aux décisions discrétionnaires relatives à l'administration du procès, telles que des décisions relatives au nombre total de témoins appelés à comparaître dans une affaire. Or la décision qui fait l'objet du présent appel revêt une importance bien plus cruciale en ce qu'elle a une incidence directe sur l'issue du dossier n° 002. Dès lors qu'elle a pour effet de mettre de côté des pans entiers de chefs d'accusation retenus contre les Accusés (ce qui aboutira, en réalité, à leur non-prise en compte dans le cadre du jugement que rendront au final les CETC), elle est certainement susceptible d'examen et de modification par la Chambre de la Cour suprême.

III. CONCLUSION

11. Pour les raisons exposées ci-dessus et dans leurs répliques aux réponses de IENG Sary et NUON Chea, les co-procureurs demandent à la Chambre de la Cour suprême de rejeter les arguments avancés par la Défense de KHIEU Samphan, de déclarer que l'Appel est recevable et de faire droit aux mesures qui y sont sollicitées.

¹⁵ Réponse, par. 32 et 33.

¹⁶ *Le Procureur c/ Sefer Halilović*, affaire n° IT-01-48, Décision relative à l'appel interlocutoire concernant le versement au dossier de l'enregistrement de l'interrogatoire de l'Accusé présenté directement par l'Accusation (Chambre d'appel du TPIY), 19 août 2005, par. 64 et 65.

¹⁷ Appel, par. 26 à 28.

Soumis respectueusement,

Date	Nom	Lieu	Signature
7 décembre 2012	YET Chakriya, Co-procureur adjoint	Phnom Penh	
	William SMITH, Co-procureur adjoint		